



Risque-pays

Le Maroc résiste aux chocs régionaux

● Le nouveau panorama risque-pays de Coface maintient inchangé l'évaluation du Maroc. Un diagnostic qui intervient au moment où l'expert français de l'assurance-crédit met en garde contre l'effet boule de neige du Brexit et des fluctuations sur les prix du pétrole.

L'expert français de l'assurance-crédit Coface vient de procéder à une révision de ses évaluations risque-pays pour plusieurs pays, notamment le Royaume-Uni, le Nigeria et la Mongolie. Le Maroc a maintenu sa position dans la catégorie A4, soit un niveau de risque «convenable» selon le barème de Coface. Dans un environnement régional marqué par de nombreuses instabilités et des risques politiques importants, la stabilité du royaume envoie un signal fort aux investisseurs et opérateurs étrangers.

Effets collatéraux

Dans son environnement régional, le royaume est en effet le seul pays à ne pas avoir été dégradé au cours de ces cinq dernières années. L'évaluation pays de Coface mesure le risque de défaut moyen des entreprises d'un pays. Cette évaluation résulte d'une combinaison des perspectives économiques et politiques du pays, du climat des affaires et de l'expérience de paiement enregistrée par Coface. Pour Coface, les principaux points noirs de l'économie marocaine demeurent la dépendance agricole et la vulnérabilité

vis-à-vis de la conjoncture européenne. La situation incertaine en Europe à cause du Brexit est, en effet, porteuse à la fois de défis et d'opportunités. La décision de sortie du Royaume-Uni de l'UE engendre une incertitude encore plus forte sur les prévisions. *«Elle pèsera négativement sur la confiance des agents privés, et pas uniquement britanniques, même si l'impact final dépendra bien évidemment des modalités de l'accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne»*, note Coface dans son dernier panorama du risque-pays pour le mois d'octobre. Selon l'assureur français, le Brexit aura un impact négatif sur l'activité avec un taux de croissance qui n'atteindrait plus que 0,9% l'an prochain. Le manque de détails sur les modalités de sortie induirait de l'incertitude qui incite les consommateurs et des investisseurs à reporter leurs décisions, ce qui pèse sur l'activité. Par ailleurs, les autorités craignent l'impact du Brexit sur l'activité comme en atteste la baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre (BoE) à 0,25% en août, pour la première fois depuis 2009 et le renforcement de la politique de quantitative easing. Des

mesures de relance sont attendues d'ici la fin de l'année. Selon l'assureur français, les résultats de l'économie marocaine en 2016 devraient être moindres en raison d'une campagne agricole en baisse. La croissance non agricole devrait être attribuable au raffermissement des secteurs des télécommunications et des services de santé ainsi que de la consolidation des performances du secteur automobile et BTP. Du côté de la demande, la consommation des ménages poursuivrait son rôle de moteur de l'activité domestique. L'investissement, dont la contribution à la croissance a été positive en 2015, s'accroîtrait légèrement en 2016.

PAR **AYOUB NAIM**
a.naim@leseco.ma



Les résultats de l'économie marocaine en 2016 devraient être moindres en raison d'une campagne agricole en baisse.

MODIFICATION DES ÉVALUATIONS COFACE RISQUE PAYS (OCTOBRE 2016)

PAYS	NOUVELLE ÉVALUATION RISQUE PAYS
Royaume-Uni	A3
Oman	B
Trinité Tobago	B
Mongolie	D
Nigeria	D